

L'Afrique de l'Est loin d'une position unanime et sincère sur le Burundi

Le Soir, 29 mai 2015 Le président du Burundi est peut-être moins seul qu'on ne le croit Le carnet de Colette Braeckman Le week end prochain, en principe, un nouveau sommet réunissant les chefs d'Etat d'Afrique de l'Est convoqué à Dar es Salaam afin de trouver une solution à la crise qui, depuis plus d'un mois, pousse le Burundi au bord du gouffre. Instruit par l'expérience précédente (c'est alors qu'il se trouvait en Tanzanie que le chef de l'Etat fut victime d'un putsch militaire) cet homme que tous décrivent comme isolé, soumis à des pressions considérables fera-t-il le voyage ?

La France, qui avait longtemps observé une prudente réserve vient elle aussi de rejoindre la Belgique et la Hollande et a décidé de suspendre sa coopération dans le domaine de la sécurité et l'Union européenne reconsidère son aide. A ces avertissements, ces pressions assorties de menaces, le régime burundais fait face jusqu'à présent : au nom de la souveraineté nationale un budget extraordinaire a été bloqué pour faire face aux échéances électorales. Les prochaines élections législatives seront sans surprise puisque l'opposition a annoncé son intention de boycotter une perspective qui ne semble pas à même de satisfaire les autorités. Plusieurs déclarations officielles, dont une note de synthèse remise aux chefs d'Etat africains, dénoncent les « pratiques », les « idées reçues » qui « déforment » des nombreux envoyés spéciaux et autres délégations qui font le voyage vers Bujumbura, et dont les recommandations ne seraient pas nourries par les faits observés sur le terrain. Le Burundi critique aussi une « histoire » construite de toutes pièces par la « presse internationale » et des « agents étrangers », il assure que les manifestations, limitées à trois (!) quartiers de Bujumbura sont « sponsorisées » et que les manifestants ont reçu pour instruction de déclencher des incidents violents (une assertion d'autant plus étonnante que tout le monde a pu constater que la police tirait à tire bouchon, depuis lundi, les Imbonerakure sont entrés dans les quartiers en ébullition afin de remettre de l'ordre à leur manière avec des bâtons et des fouets!) Les documents officiels assurent aussi que la candidature du président à un troisième mandat n'est pas négociable. De son côté l'opposition dit exactement la même chose, mais dans l'autre sens, faisant de l'effacement de Nkurunziza un préalable absolu! Il est évident que les pays voisins du Burundi devraient appliquer à son président le même traitement que celui infligé en 1996 à Pierre Buyoya qui dut faire face à un embargo implacable à la suite d'une tentative de putsch, le régime serait obligé de lâcher du lest sous peine de condamner à l'asphyxie ce pays enclavé. Mais le feront-ils ? Rien n'est moins sûr. Lors du putsch manqué en effet, chacun a remarqué que si la Tanzanie avait avalisé le renversement du président, ce dernier n'aurait jamais pu regagner son pays. Or c'est le président tanzanien Kikwete lui-même qui ramena son collègue à la frontière. Par ailleurs, entre le Burundi, le Congo et le Rwanda se joue une subtile partie de billard à trois bandes. A Bujumbura, les manifestants assurent, mais sans fournir de preuves, que des Interhahamwe (les rebelles hutus rwandais toujours incrustés au Congo) auraient franchi la frontière pour venir renforcer les Imbonerakure (les jeunes du parti). Par ailleurs, des sources congolaises, non officielles, vont jusqu'à dire que des militaires et des policiers congolais, depuis Goma, auraient traversé le lac Kivu pour seconder leurs collègues du Burundi, mais à Bujumbura nul n'a pu confirmer cette information. A Bukavu des officiels congolais décrivent les relations entre les deux pays en termes prudents : « Le Congo ne soutient pas activement Nkurunziza mais il ne le lâche pas non plus. » En fait, nul dans la région n'a oublié qu'en novembre 2013, lors de l'offensive des forces congolaises assistées de la Monusco contre les rebelles tutsis du M23, soutenus par Kigali, les forces tanzaniennes et sud africaines, destinées à former la « Brigade d'intervention africaine » opérant sous la bannière de l'ONU, avaient été autorisées à transiter par Bujumbura, au grand plaisir de Kigali qui n'a pas pardonné ce manque de solidarité du « petit frère » burundais. L'effort conjoint, appuyé par une Brigade d'intervention africaine, avait entraîné la défaite du M23, allié de Kigali. Depuis lors, les relations entre la Tanzanie et le Rwanda sont exécrables, entre l'Afrique du Sud et Kigali le climat est à peine réchauffé et les débats actuels sur le Burundi dissimulent beaucoup d'arrière-pensées! Mais surtout, depuis les infiltrations rwandaises ont été signalées au Nord Kivu, le cycle des accusations réciproques a repris. C'est ainsi qu'un officier congolais, documents à l'appui, nous a déclaré que le 7 avril dernier, il avait remis entre les mains de la Monusco un membre des FDLR (rebelles hutus) qui souhaitait regagner son pays. A sa grande surprise, le 13 du même mois, il retrouva l'homme qui avait été renvoyé en opération au Congo! Même si les sommets régionaux se multiplient la crise du Burundi, avec son cortège de réfugiés, inquiète tous ses voisins, on est loin d'une position unanime et sincère. En outre, tout indique que, pour le Congo, entre un voisin perçu comme menaçant (le Rwanda) et un voisin loyal mais en difficulté, (le Burundi de Nkurunziza) Kinshasa choisira, au minimum, de ne pas nuire à ce dernier!